

Chapitre 21/Chapter 21

La mobilisation syndicale internationale/The Politics of International Labor Organizing

par Christophe Aguiton (Vice-President d'ATTAC, Paris)

© copyright 2003
All Rights Reserved

Version française

Resumé:

Au milieu de l'année 1997 la crise financière qui a touché plusieurs pays asiatiques a provoqué dans les milieux économiques et politiques un vent de panique, avec, en arrière plan, la crainte d'un effondrement du système au niveau mondial. Cette crise majeure a mis en lumière l'importance de la spéculation financière et a révélé les difficultés, voire l'impuissance des institutions internationales à réguler ces marchés.

Au milieu de l'année 1997 la crise financière qui a touché plusieurs pays asiatiques a provoqué dans les milieux économiques et politiques un vent de panique, avec, en arrière plan, la crainte d'un effondrement du système au niveau mondial. Cette crise majeure a mis en lumière l'importance de la spéculation financière et a révélé les difficultés, voire l'impuissance des institutions internationales à réguler ces marchés.

S'il fallait trouver une date symbolique qui marquerait la naissance des mouvements de lutte contre la " mondialisation libérale ", celle-ci s'imposerait. Et cela pour des raisons de simple chronologie, ces mouvements commençant à faire parler d'eux dans l'année qui suivit (première grande manifestation pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde à Birmingham, mobilisation contre l'AMI, naissance d'ATTAC en France), mais aussi parce que cette crise a marqué une rupture très nette dans la confiance envers le système, y compris dans les milieux économiques libéraux (cf. les titres de la presse économique anglo-saxonne de l'époque).

Si la question des marchés financiers est centrale, il ne faudrait pas, pour autant, la considérer comme isolée du reste du système, au point qu'il serait possible d'en traiter les crises par de simples mesures de régulation. Cette mise en garde n'est pas qu'un rappel de principe. Pour donner un exemple, dans nos mouvements, ATTAC, comme probablement beaucoup d'autres, l'idée existe, ou a existé, que la crise asiatique ne serait que le produit d'une " bulle spéculative ", que des mesures comme la taxe Tobin suffirait à résorber. Une telle taxe, nous le verrons plus loin, peut être un point d'appui extrêmement important, mais à condition de prendre en compte le système dans sa globalité.

Pour entrer dans le vif du sujet, il est utile de revenir sur ce qu'est, aujourd'hui, le système financier international.

Sur le plan institutionnel, il a été mis en place en 1944 par les accords de BrettonWoods. Mais si les grandes institutions créées à cette époque, le FMI et la Banque mondiale, continuent à jouer un rôle clé, le système financier mondial n'a rien à voir avec celui qui existait dans les années d'après-guerre. Plusieurs moments importants ont façonné ce système. C'est le cas de la fin de la parité entre l'or et le dollar, une décision prise par les Etats-Unis qui marque réellement le début du processus de spéculation financière, mais l'on pourrait aussi rappeler le rôle des euro-dollars, puis des pétro-dollars dans la montée

en puissance du capital financier. Mais nous nous arrêterons sur deux autres dates qui permettent de comprendre l'ampleur de la " révolution " en cours, révolution interne au système capitaliste qui a permis – nous y reviendrons – la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation, très différent de celui qui s'était mis en place après les accords de Bretton Woods, et qui s'était imposé jusqu'aux années 1970.

Il s'agit tout d'abord de la libéralisation des marchés obligataires publics et de la "secutrisation ", la mise sur le marché, entre 1979 et 1981, de la dette des États, et d'abord celle des Etats-Unis. Ces opérations ont permis aux États de l'OCDE d'emprunter largement, en laissant monter la dette publique, et ont assuré aux créanciers une rente confortable, assise sur la montée des taux d'intérêts. Le poids de la dette publique et le niveau des taux assureront, dès la fin des années 80, un transfert massif de richesse vers le capital rentier, un transfert qui représente près de 20% du budget des États de l'OCDE, soit entre 2 et 5% de leur PIB. C'est la croissance rapide du capital financier et le début de la " dictature des rentiers ". Comme le reconnaît Alain Minc, un idéologue libéral français, " l'apparition, depuis 1982, de taux d'intérêts positifs, c'est-à-dire supérieurs à l'inflation... porte en elle une révolution sociale. Auparavant, qui possédait s'appauvrisait et qui s'endettait s'enrichissait. Désormais qui possède s'enrichit et qui s'endette s'appauvrit ". Pour les pays du tiers-monde, c'est le début de la crise de la dette et le démarrage d'un cycle qui, très vite, inversera le sens des flux financiers qui iront dorénavant du Sud vers le Nord.

Mais la fin des années 70 sont une période charnière, où d'autres acteurs vont agir pour tenter de " répondre " à la crise économique qui touche le monde entier.

C'est le cas du patronat, qui entend réagir à baisse importante du taux de profit. Très tôt, et bien avant des gouvernements qui continuèrent, pendant quelques années encore, à appliquer des politiques de type keynésienne, ceux-ci se mobilisent. Ainsi, dès 1975, l'UNICE, l'organisation patronale européenne, lance une " croisade idéologique " contre les politiques des gouvernements et de la communauté européenne, et engage le conflit avec le syndicalisme pour imposer la modération salariale, la flexibilité, l'aménagement du temps de travail et le travail à temps partiel. C'était le début d'une offensive qui s'est poursuivie pendant les années 80 et 90 et qui a porté sur tous les terrains : individualisation et modération des salaires, développement de la précarité, remise en cause du droit du travail et de la protection sociale, etc.

C'est aussi le cas des pouvoirs politiques qui accompagnèrent, en deux étapes, l'offensive patronale. Dès 1976/1977, Raymond Barre, en France et Helmut Schmidt, en RFA, lançaient leurs premiers plans d'austérité, avec comme politique affirmée la restauration du taux de profit. C'est l'époque de la fameuse formule " les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain ", énoncée par le chancelier allemand à la veille de l'explosion du chômage en Europe !

Le virage fut encore plus brutal après l'élection de Margaret Thatcher, en 1979 et de Ronald Reagan en 1980. Il s'est alors agi de remettre en cause les acquis que les salariés avaient gagné dans les années 60 et 70 et de rompre avec le " fordisme ", nom souvent donné au régime d'accumulation mis en place dès les années 30 aux Etats-Unis sous la présidence de Franklin Roosevelt et après guerre au Japon et en Europe occidentale. Cette révolution conservatrice commença par un affrontement direct avec le monde du travail : licenciement des grévistes du contrôle aérien, aux Etats-Unis, et intransigeance totale face aux mineurs en grève en Grande-Bretagne.

Le second tournant a lieu une décennie plus tard, à un moment où le monde connaît une réorganisation d'ensemble, entre la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe.

Là aussi, il s'agira d'un processus global, où les rapports de forces politiques et sociaux seront déterminants pour la mise en place de politiques économiques.

C'est la tentative de mettre en place, au niveau international, un nouvel ordre institutionnel, avec son modus operandi : le consensus de Washington, dont les règles seront résumées par John Williamson à une date, 1989, qui n'est pas anodine. L'application de ces règles dans le monde entier, en particulier, pour ce qui nous concerne aujourd'hui, l'ouverture des marchés financiers et la convertibilité des devises, va accroître le volume de la spéculation financière et augmenter les risques de crises financières. Sur le plan des politiques économiques, c'est l'amorce du désendettement des États, rendu plus facile, d'abord aux États-Unis, par la baisse des budgets militaires après la chute de l'URSS, la baisse relative des taux d'intérêts et le basculement des placements vers le marché boursier, avec l'apparition de bulles spéculatives sur les valeurs de la " nouvelle économie ".

Mais ce second tournant est surtout celui de l'hégémonie américaine triomphante, après la guerre du Golfe, avec comme corollaire une primauté du capitalisme anglo-saxon, avec ses règles spécifiques. L'ensemble du système productif est soumis aux règles du capital financier, avec des conséquences très importantes tant dans l'organisation des entreprises que dans la gestion de la force de travail : sous-traitance en cascade, recours massif au travail précaire, etc. Les autres formes de capitalismes, allemand et japonais en particulier, sont soumis à la pression du " modèle dominant " et commencent à se plier à ses contraintes. Les mesures fiscales qui viennent d'être annoncées en Allemagne, après la victoire de Vodafone dans son OPE sur Mannesmann, vont ainsi permettre de dénouer les alliances entre capital bancaire et capital industriel, alliances à la base du modèle allemand.

Un régime d'accumulation cohérent.

Cette brève présentation n'a aucunement la prétention de donner une vision d'ensemble des mutations que connaît le capitalisme. Il s'agit simplement de montrer qu'il s'agit d'un processus global, aux interactions multiples. Il se met en place ce que François Chesnais ou Robert Boyer appellent un " régime d'accumulation à dominante financière ", même si ces deux auteurs divergent sur le niveau d'implantation de ce régime.

Ce régime se caractérise par deux phénomènes : l'apparition, à côté des salaires et profits, de revenus résultant de la propriété d'obligations et d'actions, et le rôle joué par les marchés financiers dans l'ensemble de la vie économique, y compris les politiques gouvernementales (privatisation, et déréglementation, etc.).

C'est un régime peu stable, en tout cas beaucoup moins que le régime précédent, souvent qualifié de fordiste, pour des raisons sociales comme par l'absence de niveau de régulation adéquat. Les raisons sociales sont évidentes : ce nouveau régime d'accumulation est un " moteur à inégalités ", entre pays du Nord et pays du Sud comme au sein de chacun de ces pays, et il pousse à la précarisation générale de l'emploi générant ainsi une " insécurité sociale " généralisée. L'absence de niveau de régulation adéquat est aussi un facteur d'instabilité : dans les années d'après guerre, ce sont les États qui régulaient aussi bien les politiques économiques que les compromis sociaux ; là, le niveau opérant est directement mondial, sans qu'existe la moindre instance en capacité de réguler le système sur le long terme.

Mais si c'est un régime peu stable, il reste malgré tout un régime cohérent. Il facilite certes le gonflement de bulles spéculatives : on l'a vu, pour les marchés financiers, à l'occasion de la crise asiatique, on l'a vu plus récemment encore pour les marchés boursiers avec l'emballement des valeurs technologiques au premier semestre 2000. Mais les mécanismes qui ont facilité la création de ces bulles sont, dans le même temps des mécanismes utiles au système. Un exemple illustrera ce propos. Georges Soros, propriétaire du " hedge fund " Quantum, est souvent considéré comme le symbole du spéculateur financier qui, après son exploit de 1990 contre la Livre Sterling (Soros y

gagna près d'un milliard de dollar) s'attaqua, pendant l'été 1997 au bath thaïlandais puis au dollar de Hong Kong. On oublie souvent que les " hedge fund " sont indispensables au système : ces fonds de couverture permettent aux grandes entreprises de se couvrir contre les risques d'évolution rapide des taux de change, en utilisant les techniques des produits dérivés. Il est très difficile, voire impossible, de différencier ceux qui investissent dans ces fonds pour spéculer et ceux qui les utilisent pour garantir leurs échanges et investissements.

A propos des revendications.

A insister ainsi sur le caractère cohérent du système à la base de la " mondialisation libérale on pourrait nous reprocher une approche trop globalisante, avec les risques symétriques d'une renonciation désabusée – considérant qu'il n'y aurait pas d'autres issue que ce système, que l'on ne pourrait qu'humaniser à la marge – ou d'une critique d'apparence radicale qui considérerait que seule une remise en cause globale du capitalisme serait pertinente.

Les exemples abondent, à l'inverse, de revendications d'apparence limitées, mais dont l'effet a été considérable. A la fin des années 1960, par exemple, la remise en cause, dans de nombreuses luttes ouvrières, du système taylorien des chaînes de montage, dans l'industrie automobile par exemple, a été un des éléments de la crise du " fordisme".

C'est dans cet esprit qu'il nous faut concevoir des revendications visant à la régulation du système financier international. Il s'agira, à chaque fois que l'on met en avant une proposition, de vérifier que sa mise en application ou, mieux, que la campagne qu'elle nécessitera, permettra aux salariés, aux jeunes, à ceux que l'on désigne maintenant sous le nom de " citoyens ", de reprendre l'initiative, de pouvoir mieux comprendre et contrôler le système, en bref, de se mettre en mouvement !

Une première raison est à la base de cette démarche. Rien ne serait pire qu'une application technocratique, " à froid ", de proposition qui émanerait des milieux militants. Imaginons une " taxe Tobin " mise en place par le FMI, le fond conditionnant toute rétrocession d'argent aux pays du Sud de la mise en place de plans d'ajustements, comme cela a été fait pour la dette. On aura peut-être fait reculer – un petit peu – les risques de crise financière d'origine spéculative. Mais on n'aura, sur le fond, rien, ou très peu, changé ni aux rapports de force internationaux, ni à la situation concrète des pays pauvres. Imaginons, dans le même esprit, le démantèlement à froid du FMI au profit de fonds régionaux. On aura remplacé, dans ces régions du monde, la domination américaine à celle du Japon pour l'Asie et des grands pays de l'Union européenne pour l'Europe ou la Méditerranée.

Mais il y a une deuxième raison, plus importante encore. Tout montre, nous l'avons vu récemment à Prague et à Okinawa, que le système n'est pas prêt – pour des raisons multiples – à un changement d'orientation, même limité. Il faudra, pour cela un rapport de force considérable et des mouvements d'une autre ampleur que ceux de Seattle, Washington ou Prague, si nous voulons, en tout cas, passer de victoire défensive, comme paralyser l'OMC, à des victoires plus offensives, comme la mise en place de la taxe Tobin ou la remise en cause de l'architecture du système financier international.

C'est pour cela que nous pensons très important de combiner des campagnes très pointues, où l'expertise et le lobbying jouent un rôle important, et un rassemblement de force très large, donnant une place très importante aux mouvements sociaux, paysans, salariés, jeunes, du Nord comme du Sud, pour construire un rapport de force au niveau mondial. C'est ce que nous essayons de faire à ATTAC, c'est le sens de notre participation à Prague, mais aussi, demain, à Nice, Porto Alegre et Davos ou à Gènes, l'été prochain pour la tenue du G-7.

Et en quelques années, on pourrait dire en quelques mois, nous avons fait des progrès considérables en ce sens. La " victoire de Seattle " a été attribuée aux manifestants et aux mouvements sociaux, et pas aux contradictions entre pays, en particulier entre Etats-Unis et Union Européenne qui ont pourtant participé de l'échec l'OMC. Avec le poids qu'a pris ATTAC, en France et dans quelques autres pays, une victoire sur la taxe Tobin serait immédiatement perçue comme une victoire des mouvements de lutte, et l'on pourrait dire la même chose de la campagne sur la dette qui, dans le monde entier, a eu un écho considérable.

C'est dans cette direction qu'il nous semble utile de développer nos efforts.

English Version

Summary:

Half way through 1997, the financial crisis affecting a number of Asian countries set off a wave of panic within economic and political circles, with the fear of a global collapse hovering in the background. The extent of this crisis disclosed not only the difficulties, but also the incapacity of international institutions to effectively regulate markets in the face of massive financial speculation.

Half way through 1997, the financial crisis affecting a number of Asian countries set off a wave of panic within economic and political circles, with the fear of a global collapse hovering in the background. The extent of this crisis disclosed not only the difficulties, but also the incapacity of international institutions to effectively regulate markets in the face of massive financial speculation.

If we had to pinpoint a date which would serve to symbolise the birth of the movement against "liberal globalisation", it would have to be 1997. The movement began to cause a stir in the following year, with the occurrence of the first major demonstration in Birmingham, for the cancellation of third world debt, as well as protest movements against the MAI and the emergence of ATTAC in France. But the financial crisis pointed to clear signs of an abrupt loss of confidence in the system, which even extended into the world of liberal economics (cf. headlines from the English language economic journals covering that period).

Although the question of financial markets is central to the issue, it must not be considered in isolation, to the point where every crisis could be resolved by simply resorting to regulatory measures. If we take the Asian crisis as an example, we can see that this is not just a matter of principle. At one time, it was believed in ATTAC, as in many other movements, that the Asian crisis was the simple product of a "speculative bubble" and that measures such as the Tobin tax would be enough to reduce it. Such a tax has the potential to provide substantial support, as we will see later, but only on condition that the whole system is taken into consideration.

Before we go any further, it would be useful to start by reviewing the international financial system as it is today. Its institutions were established in 1944, as part of the Bretton Woods agreements. But even if the major institutions created at the time, the IMF and the World Bank, continue to play an essential role, the world financial system is nothing like that which existed in the post-war years.

Several important events have shaped the current system, including the end of the gold exchange standard, a decision taken by the United States which definitely marked the

beginning of financial speculation. Also worth noting are the roles of the Eurodollar and the petrodollar in the growth of the potential of financial capital. Two dates in particular provide an insight into the scale of the "revolution" in process; a revolution intrinsic to the capitalist system that allowed for the setting up of a new accumulation regime. This was very different from the one which was initiated by the Bretton Woods agreements, and which remained in place until the 1970s.

It all began with the liberalisation of public bond markets and "securitization", when national debts were put on the market between 1979 and 1981, starting with that of United States. While these operations allowed the member states of the OECD to borrow on a large scale, resulting in mounting public debt, they ensured a steady income for the creditors, who were riding comfortably on the escalating interest rates. From the end of the 80's, the weight of public debt and the level of interest rates guaranteed a massive transfer of wealth towards capital income. This represented nearly 20% of the budget of OECD states, accounting for between 2 and 5% of their GDP. This rapid growth in financial capital hailed the beginning of the "dictatorship of fixed income holders". As Alain Minc, a French liberal ideologist, acknowledged, " the emergence, since 1982, of positive interest rates, that is to say, in excess of inflation...contained the seeds of a social revolution. Before, the owners got poorer and the debtors grew richer. From then on, it was the owners who grew richer and the debtors who got poorer". For third-world countries, it was the beginning of the debt crisis and the start of a cycle that was very rapidly to reverse the direction of the flow of money, henceforth going from South to North.

But at the end of the 70's, there was a transition period during which other players attempted to "find an answer" to the economic crisis affecting the whole world. Whereas employers, reacting to a massive drop in levels of profit, mobilised at a very early stage, governments continued applying Keynesian-type policies for a good number of years. Thus after 1975, the European employers federation, UNICE, launched an "ideological crusade" against government and EU policies, and entered into conflict with the unions by imposing wage restraints, part-time and flexible working practices, and adjustments to working hours. It was the outset of an offensive which was to last throughout the 80's and 90's and which was to have an impact on every front with moderation and individualisation of wages, the development of job insecurity and the questioning of fundamental rights to work and to social protection, etc.

It was in 1976/77 that the political powers brought up the rear and launched their own offensive in two stages. The first wave of attack came from France's Raymond Barre and Germany's Helmut Schmidt, who introduced their first austerity plan with an affirmed policy to restore profit levels. This was the era of the famous phrase; "Today's profits are tomorrow's jobs", pronounced by the German Chancellor on the eve of the outbreak of unemployment in Europe! The elections of Margaret Thatcher in 1979 and Ronald Reagan in 1980 exacerbated the downturn. >From then on, it was a matter of challenging the gains that workers had made in the 60's and 70's and of breaking with "fordism", a name often applied to the accumulation regime introduced during the 1930's in USA, under the presidency of Franklin Roosevelt, and after the war, in Japan and Western Europe. This Conservative revolution began with direct hits on the work place, laying off striking air traffic controllers in the United States and adopting hard-line tactics with Britain's striking miners.

The second turning point came a decade later, at a time when the world was undergoing a complete shake-up, with the fall of the Berlin wall and the Gulf war. This too was a global process, in which social and political power juggling was to be an essential factor in determining economic policy. Attempts were made at international level to establish a new institutional order with the Washington consensus as its *modus operandi*, the rules of which were summed up by John Williamson in 1989, a not wholly insignificant date. World-wide application of these rules, and in particular, the opening-up of financial

markets and the convertibility of currencies, was to lead to growth in the volume of financial speculation and was to increase the risks of financial crises. During this period, economic policy was characterised by the initiation of the clearing of national debts, facilitated, especially in the United States, by a drop in defence budgets after the fall of the USSR. This was accompanied by a relative drop in interest rates and the switch over of investments to the stock market, with the appearance of speculative bubbles in "new economy" stocks.

But it was during this second watershed, after the Gulf war, that American hegemony triumphed, and as its natural consequence, Anglo-Saxon capitalism, with its specific rules, came to the forefront. The whole of the productive system is subject to the rules of capital finance with important consequences whether in the organisation of businesses or in the management of the work force: the avalanche of subcontracting chains and massive growth of precarious employment, etc. Other forms of capitalism, particularly German and Japanese, are subject to the pressure of the "dominant model" and begin to comply to its constraints. The fiscal measures which have just been announced in Germany, after the victory of Vodafone in its takeover bid for Mannesmann, are going to allow for the dissolution of the partnerships between banking capital and industrial capital, which form the basis of the German model.

A coherent accumulation regime.

This brief presentation does not pretend to give a vision of all the mutations that capitalism has undergone. It is simply a matter of showing that it is a global process with multiple interactions. What is establishing itself is what François Chesnais and Robert Boyer both refer to as a "financified accumulation regime", (but they disagree, at the same time, on the depth of its implantation).

This regime is characterised by two phenomena; the appearance, side by side with salaries and profits, of revenues resulting from the ownership of shares and bonds, and the role played by the financial markets in the overall running of the economy including government policies (privatisation and deregulation). It is a fairly unstable regime, in any case much less stable than the previous one, often referred to as "fordist", for social reasons as well as for its lack of adequate regulation. The social reasons are obvious; this new accumulation regime is a "generator of inequality", whether between the countries of north and the south, or within each individual country, it encourages job insecurity right across the board, carrying widespread "social insecurity" in its wake. Another factor contributing to instability is the absence of an adequate level of regulation. In the post-war years, nations were responsible for regulating both economic policies, and social agreements. The new accumulation regime operates at a global level, without any administrative provision at all for regulating the system in the long term.

But whilst being an unstable regime, it remains in spite of everything a coherent one. Admittedly, it encourages the growth of speculative bubbles, as we saw on the financial markets during the Asian crisis and more recently, in the first half of 2000, on the stock market when the value of shares in the technological sector raced out of control. But the very same mechanisms that serve the creation of these bubbles can in fact be useful to the system. To illustrate this, let us take the example of the often referred to financial speculator, Georges Soros. The owner of the Quantum hedge fund, whose performance against the pound, in 1990, made him close to a billion dollars, spurring him on, during the summer of 1997, to tackle the Thai baht and the Hong Kong dollar. It is often forgotten that hedge funds are a requisite for the system, as they allow big businesses to cover themselves against the ravages of wildly fluctuating exchange rates by using the technique of derivatives. It is very difficult, even impossible, to differentiate between those who are investing in these funds for the purposes of speculation and those who are using them to secure their investments and exchanges.

A word about our claims.

By stressing the coherent nature of the system rooted in liberal globalisation, we could be criticised for taking an excessively globalising approach. We could be accused of taking the twin risks of disillusioned abandonment – in considering that there was no other way out than that offered by this system, or that it would only be possible to humanise on the fringes – or of what looks like a radical assessment, that is, suggesting that the only appropriate action would be a challenge to capitalism on a global level. Conversely, there are numerous examples, where seemingly limited claims have had considerable and far reaching effects. At the end of the 1960's, for example, trade unions questioned the "taylorian" assembly line system used in the automobile industry, and this contributed to the "fordist" crisis.

It is in this spirit that we must formulate our claims in respect of the regulation of the international financial system. Each time we put forward a proposal, we must be sure that its implementation (and even more the campaign of action this requires), is going to help workers, young people, and all those that we now refer to as "citizens", to seize the initiative, to understand and get to grips with the system, in a word, to get moving.

The reasoning behind this process is twofold. In the first instance, nothing could be worse than a technocratic application of proposals that have originated from militant circles. Imagine, if you can, a Tobin tax set up by the IMF, the very organisation responsible for granting funds to the Southern Hemisphere on condition that they set up fiscal adjustments, in the same way as for the national debt. This might hold back the risk of a speculative financial crisis, but it will basically do very little, if anything, to change the international balance of power or the material situation of the poorest nations. Imagine, too, in the same vein, the dismantling of the IMF in favour of regionally located funds. In the regions concerned, this would simply mean the substitution of Japanese for American domination, in the case of the Asian countries, and domination by the larger EU states in the case of the Mediterranean countries.

There is a second, more important reason. As we saw in Prague and Okinawa, everything points to the fact that the system is not ready yet, even for a limited change of direction – for a number of reasons. If we want to progress from the point of clocking up defensive victories, such as paralysing the WTO, to more offensive ones, like the establishment of a Tobin tax or an overhaul of the mechanics of the international financial system, then there will have to be a substantial change in the balance of power, and movements of far greater proportions than those of Seattle, Washington or Prague.

This is why we think that, in order to build an international counter-power, it is very important that we amalgamate finely-honed campaigns, in which expertise and lobbying play a vital role, with massive gatherings of force, giving pride of place to social movements, peasant and workers groups, youth organisations, both from the North and the South. This is what we are attempting to do in ATTAC, this is the significance of our participation in Prague and this is what we will be targeting at future gatherings in Nice, Porto Alegre, Davos and Genoa, and next summer for the G7 meeting.

In just a few years, if not a few months, we have made considerable progress on this front. The victory in Seattle has been attributed to the demonstrators and to the social movements and not to the differences between nations, in particular the United States and the European Union, who did, however, play a part in the failure of the WTO. A victory for the Tobin tax, in addition to the support that ATTAC has gained in France and elsewhere, would be seen as a victory for the movements and the same would be said about the campaign for the cancellation of third-world debt, which has had reverberations throughout the world. This is the direction in which it would seem best for us to concentrate our efforts.